



Lutter contre la précarité alimentaire

Charte de la Commission départementale de coordination de la Seine Maritime

Préambule

Pour lutter contre la précarité alimentaire, il est indispensable de mobiliser l'ensemble des acteurs de l'aide alimentaire tout en respectant l'indépendance des associations et de leurs modes d'actions. Ainsi, la présente charte ne se substitue en aucun cas aux textes fondateurs des différents acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire, eux-mêmes porteurs d'une conception profonde de la diversité des engagements.

Cette charte a pour objectif de réaffirmer l'importance du développement d'un travail partenarial pour être le plus efficace dans la recherche de solutions complémentaires. Instaurer une démarche collective par l'interconnaissance des acteurs permet de :

- améliorer la couverture territoriale et la prise en charge des différents publics,
- renforcer la lutte contre le non-recours et identifier les besoins complémentaires,
- mettre en place les moyens partagés,
- poursuivre la formation des acteurs,
- assurer collectivement la réduction des inégalités de traitement pour une meilleure réponse aux besoins.

La présente charte est valable pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature et sera révisée après un bilan collectif approfondi et/ou en cas d'urgence.

Pourquoi se coordonner ?

La coordination des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire bénéficie à toutes et tous :

- les personnes en précarité alimentaire bénéficient d'un service et de produits alimentaires de meilleure qualité, avec un accès plus simple et moins stigmatisant ;
- les professionnels, les accompagnants peuvent orienter plus facilement les personnes en précarité, gagner en temps et en efficacité grâce à une meilleure connaissance des acteurs du territoire ;

- les puissances publiques, collectivités territoriales et État ont une meilleure visibilité des actions des associations, assurent une meilleure couverture territoriale des services alimentaires, peuvent affecter au mieux les moyens publics pour répondre à l'ensemble des besoins, créer des liens avec leurs Projets Alimentaires Territoriaux ;
- les associations peuvent, dans le respect de leur autonomie, mieux répondre aux besoins des personnes accueillies, renforcer les sources d'approvisionnement, les ressources humaines et matérielles, motiver les bénévoles et améliorer les conditions d'exercice du bénévolat.

Valeurs communes

Forts de ces constats et conformément au contrat d'engagement républicain, les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire mettent en partage leurs valeurs :

Valeurs vis-à-vis des publics

- Respecter la dignité des personnes ;
- Respecter les principes de neutralité et d'universalité ;
- Garantir le libre arbitre des individus d'aller vers la structure de leur choix en accord avec le travailleur social de territoire l'accompagnant, selon les capacités d'accueils et délimitations géographiques ;
- Favoriser le lien social en privilégiant la relation humaine, une démarche personnalisée, en offrant un point d'accueil, de discussion et d'écoute ;
- Développer l'autonomie de la personne, son pouvoir d'agir – notamment en orientant vers un accompagnement social complémentaire, en favorisant l'accès aux droits ;
- Distribuer en quantité suffisante, dans la mesure du possible, des produits de qualité et qui favorisent l'équilibre alimentaire ;
- Participer à la diminution des non-recours en développant « l'aller-vers », l'itinérance, la détection des besoins, le partage d'informations, l'élaboration de diagnostics de territoires, etc.

Valeurs partagées pour le fonctionnement collectif

En tant que parties prenantes de la coordination départementale de la lutte contre la précarité alimentaire, nos organisations prennent l'engagement moral de :

- Représenter l'intégralité du secteur de la lutte contre la précarité alimentaire ;
- Participer aux instances et actions de coordination ;
- Assurer la circulation d'informations vérifiées en toute transparence ;
- Assumer leurs responsabilités démocratiques et environnementales ;
- Assurer l'équité entre les membres de la commission ;
- Évaluer ces pratiques dans le cadre d'un processus interne d'amélioration continue et selon une obligation de moyens ;
- Diffuser la présente charte et favoriser l'adhésion au collectif ;

La commission départementale de coordination

Objectifs

La commission départementale de coordination a pour but d'articuler l'ensemble des activités et acteurs seinomars concourant à la lutte contre la précarité alimentaire afin de :

- Faire évoluer le mode de fonctionnement des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire : s'adapter aux nouveaux enjeux, répondre aux nouveaux besoins et nouveaux publics ;
- Assurer la circulation et le croisement de l'information dans les territoires pour une autorégulation de l'ensemble de l'offre (dont la cartographie – et sa mise à jour – est un pilier) ;
- Institutionnaliser l'interconnaissance et la coopération de tous les acteurs pour l'émergence d'une culture réseau (dont le schéma d'animation et les thématiques prioritaires sont définis collectivement) ;
- Alimenter les réflexions du comité de pilotage départemental des financeurs et participer à la cohérence départementale pour une approche stratégique et participative (diagnostic, consultations, groupes thématiques) ;
- Valoriser et diffuser les connaissances et savoir-faire des acteurs pour un réseau apprenant ;
- Expérimenter de nouveaux modes d'approvisionnements pour la création de filières solidaires ;
- Participer à l'identification des besoins en formations, au renforcement de toutes les structures ;

Fonctionnement

La commission départementale de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire ne se substitue en aucun cas au fonctionnement courant et textes fondateurs des différents acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire.

- Les membres de la commission départementale de coordination représentent l'ensemble des acteurs de leur secteur ;
- Les membres de la commission départementale de coordination s'engagent à respecter la charte de la commission dans la mesure de leurs moyens, s'agissant d'une obligation morale et non de résultats ;
- La commission départementale de coordination se réunit au moins une fois par an ;
- Chaque rencontre de la commission départementale de coordination fait l'objet d'un compte rendu complet (comprenant la liste des participants ainsi que leurs coordonnées) diffusé à l'ensemble des acteurs seinomars de la lutte contre la précarité alimentaire ;
- Les rencontres de la commission peuvent se tenir en divers lieux afin de favoriser la diversité du territoire ;
- La commission départementale de coordination peut se réunir en cas d'urgence et/ou sur sollicitation d'un membre dont la requête est validée par la majorité ;
- Les décisions de la commission départementale de coordination sont prises à la majorité relative. Au besoin, un vote à main levée est organisé ;
- La commission départementale de coordination constitue des groupes de travail en fonction des besoins ;

En cas d'urgence

La commission départementale de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire ne se substitue en aucun cas au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ainsi qu'aux plans communaux de sauvegarde. En cas de besoin et à la suite des enseignements de la crise sanitaire, il est nécessaire d'identifier les principaux interlocuteurs et de favoriser la circulation de l'information.

En cohérence avec le dossier départemental sur les risques majeurs de la préfecture de la Seine Maritime ainsi qu'avec la prévention des risques majeurs du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, la commission départementale retient les cas suivants comme possibles situations d'urgences : catastrophe naturelle (inondation, submersion marine, mouvements de terrain), catastrophe industrielle, catastrophe nucléaire, crise sanitaire, conflit armé, mouvement massif de population, crise financière et/ou économique, pénurie de denrées alimentaires (la pénurie étant entendue comme une absence ou une grave insuffisance d'une chose nécessaire). Cette liste est non exhaustive et chaque cas de figure est à étudier en fonction de l'échelle de gravité des dommages élaborée par la mission d'inspection spécialisée de l'environnement.

En cas d'urgence, la commission départementale de coordination se dote d'un répertoire incluant l'ensemble de ses membres. Dans ce répertoire, chaque organisation est identifiée via deux personnes, un salarié et un bénévole dans la mesure du possible. Chaque organisation assure la mise à jour des contacts du répertoire (organisation, fonction, nom, prénom, téléphone, adresse mail). Le répertoire est disponible sur l'espace collaboratif en ligne du conseil départemental et est également transmis annuellement par mail.

En cas d'urgence, chaque membre de la commission peut solliciter la coordination (en incluant le coordinateur, le Département de Seine-Maritime et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) par courriel en indiquant la nature de l'évènement, la date de survenue de l'évènement, le nombre d'usagers impactés, le périmètre géographique concerné, la durée de l'évènement, l'échéance et/ou délai si celui-ci est prévisible.

Au besoin, sous la supervision de la Préfecture et selon les dispositifs existants, une cellule de crise peut être mise en place. La coordination contacte l'ensemble des membres par téléphone et mail. Selon la nature de l'urgence, la commission départementale favorise les rencontres présentiels. Dans le cas de visioconférences, le logiciel Teams est utilisé. Cette cellule peut se réunir hebdomadairement ou quotidiennement en fonction de la gravité de la situation d'urgence. La cellule est avant tout un lieu d'échange d'informations et de concertation. Elle a pour but d'accompagner les réponses locales en recherchant les complémentarités, par exemple avec les plans communaux de sauvegarde. La cellule ne dispose pas de moyens financiers propres. En prenant en compte la nécessité d'une validation interne par les membres, la cellule de crise fixe des délais de réponse pour ses membres allant de 24 à 72 heures en fonction de la gravité de l'urgence. Une fois le délai imparti et en cas de non-retour, la décision est actée en fonction du nombre de répondants dans le respect d'un quorum de 10 membres de la commission.